REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES

Revue historique des armées

248 | 2007
Les sièges de l'autorité militaire

Le Tonkin, laboratoire de la « pacification » en Indochine ?

Jean-Marc Le Page

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rha/1523
ISBN : 978-2-8218-0508-8
ISSN : 1965-0779

Éditeur
Service historique de la Défense

Édition imprimée
Date de publication : 15 septembre 2007
Pagination : 116-125
ISSN : 0035-3299

Référence électronique
Jean-Marc Le Page, « Le Tonkin, laboratoire de la « pacification » en Indochine ? », *Revue historique des armées* [En ligne], 248 | 2007, mis en ligne le 21 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/rha/1523

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

Le Tonkin, laboratoire de la « pacification » en Indochine ?

Jean-Marc Le Page

1 La guerre d'Indochine est un conflit complexe à aborder. Il est à la fois militaire et politique ; les opérations des grandes unités des forces de l'Union française accompagnent la « pacification », notamment des deltas. Cette dialectique est une constante durant toute la durée des affrontements. Les deux aspects ne peuvent être dissociés au risque de perdre de vue des éléments essentiels à la compréhension des événements. L'armée française est conduite par son adversaire sur le terrain politique. Elle va devoir s'adapter à une forme de combat qui lui est inconnue. L'Indochine sera le laboratoire où les forces de l'Union française vont apprendre le combat politique, qui vise à conquérir les cœurs autant que les corps.

2 Les postes et les milices sont deux formes traditionnelles de cette pacification. Mais, dès 1950, ce système, hérité de la colonisation, montre ses limites. Il n'est pas fait pour résister à une subversion politique de grande ampleur. Pour y remédier, les autorités françaises et vietnamiennes ont fait évoluer le statut des milices. Elles sont devenues plus mobiles, mieux armées et mieux entraînées [1]. Cette expérience ne sera pas la seule à être mise en place au Tonkin. Ce territoire se démarque encore du restant de l'Indochine en mettant au point et en développant les groupements administratifs mobiles opérationnels (GAMO) et les bataillons légers de l'armée vietnamienne.

3 Ces nouveaux organismes, strictement vietnamiens, sont considérés comme la solution à l'emprise du Viêt-minh [2] sur le delta. Ces forces doivent permettre d'effectuer un travail en profondeur. L'objectif du général Salan, commandant en chef, d'avril 1952 à mai 1953, est de consolider les résultats des efforts militaires en l'étayant par « *la mise en place d'une administration vietnamienne destinée à combler le vide existant* » [3]. Ce vide résulte des opérations effectuées par les groupes mobiles (GM) qui ont éliminé la présence et la menace militaire du Viêt-minh. Les bataillons légers apparaissent, de leur côté, comme l'outil idéal de la vietnamisation du conflit.

4 Ces projets, lancés par le général Salan et accomplis par le commandant des Forces françaises au Nord-Viêtnam avec la collaboration du gouverneur du Tonkin vont-ils connaître des développements aussi heureux que l'escomptent leurs concepteurs ? Les autorités françaises et vietnamiennes ne détiennent-elles pas enfin la solution tant recherchée pour contrebattre leur adversaire ?

« Une lueur d'espoir », les GAMO

5 La situation du delta du Tonkin en mars 1952 est critique. Sur les 7 000 villages que compte cette région, plus de 5 000 sont contrôlés par le Viêt-minh [4]. Les cartes d'état-major, dites « vérole » ou « variole » en raison des couleurs utilisées pour leur conception, permettent de dresser un tableau rapide de la situation. Les couleurs déclinent le degré d'infiltration du Viêt-minh. À cette date, 1/4 des villages sont représentés en blanc, 1/4 à 1/3 sont en rose, c'est-à-dire que le Viêt-minh n'en avait pas l'entier contrôle et un sur deux en rouge [5]. Son emprise est énorme au sud de la RC5 qui lie Hanoï à Haïphong ; dans cette zone, mis à part les évêchés de Bui Chu et Phat Diêm et la région de Nâm Dinh, moins de 5 %du delta est contrôlé. La RC5, artère vitale, n'est « sûre » que dans la journée et encore les coupures y sont fréquentes. Les seuls secteurs réellement sous contrôle sont la zone côtière au nord de Haïphong, cette ville, le secteur de Hanoï, la zone nord et la zone ouest. Mais il faut tout de même nuancer sérieusement car l'emprise des forces françaises et vietnamiennes n'est effective que sur 50 %de ces territoires. Les villes qui sont tenues fermement et qui sont « *enkystées dans la campagne* » [6] Viêt-minh ne le sont aussi que dans une certaine mesure puisque le Viêt-minh y lève son impôt révolutionnaire.

6 La situation s'est fortement dégradée durant l'hiver 1951-1952. Les unités Viêt-minh ont profité de l'opération française lancée sur Hoa-Binh en novembre pour accentuer son emprise sur le delta et pour le « pourrir ». Après l'opération de rétractation du dispositif sur la rivière Noire (opération « Amarante ») débute une reconquête du delta.

7 Les opérations de « nettoyage » menées après Hoa Binh aux mois de mai et avril 1952 dans le delta (« Amphibie » et « Mercure » au sud, puis, du 14 au 20 avril, « Porto », « Polo » et « Turco » dans la région de Bac Ninh au nord) ouvrent le champ à un nouveau plan de pacification élaboré par le général de Linarès et Nguyên Van Tam, le gouverneur du Nord-Viêtnam. Il s'agit de mettre en pratique les leçons de Gallieni, la méthode de la « tache d'huile » [7]. Ces opérations de « nettoyage » sont préférées aux opérations précédentes qui consistaient à « *boucler* » une zone puis à effectuer « *un large ratissage systématique sur plusieurs directions convergentes afin d'encercler l'ennemi et le détruire* »[8]. Cette méthode n'avait pour résultat probant que celui de bloquer des forces mobiles considérables sans pouvoir véritablement déraciner les forces du Viêt-minh. Il est désormais appliqué, pour remédier aux lacunes de l'ancien système, la technique du compartimentage. Le but des opérations est moins celui de détruire « *la totalité des éléments pouvant se trouver dans la zone considérée, qu'à chasser l'ennemi, puis à "déraciner" ses bases militaires et son infrastructure politique* (...) *pour préparer puis protéger la mise en place de l'administration vietnamienne, élément essentiel de la pacification* » [9]. Il faut éviter que le Viêt-minh puisse « contaminer » un nouveau compartiment « assaini », d'où le cloisonnement qui « *est un dispositif consistant à isoler un compartiment pour s'opposer au retour des éléments Viêt-minh évincés ou à l'entrée de renforts ennemis dans ce compartiment* ». Ceci est différent du bouclage qui est entièrement tourné vers l'intérieur pour empêcher les personnes de

sortir de la zone « traitée », puisque les unités engagées ici ont pour objectif d'empêcher le Viêt-minh d'entrer. Par contre, toute latitude lui est laissée pour sortir. Dès que cet objectif est atteint, c'est-à-dire que les éléments du Viêt-minh ont été éliminés, la place est laissée aux mains des organismes de « pacification ».

8 Le delta est donc découpé en compartiments, traités successivement à partir d'un territoire déjà considéré comme sain, en l'occurrence la zone de Haïphong. L'ordre d'urgence des « nettoyages » s'effectue selon la situation géographique, l'importance militaire (effort sur la RC5), le stationnement connu des forces régionales Viêt-minh. Les opérations militaires visent plus à purger qu'à détruire. L'élément ensuite essentiel est le groupement administratif mobile opérationnel qui se trouve dans le sillage immédiat des troupes d'interventions. Ces dernières précèdent l'implantation définitive des divers organismes destinés à assurer la sécurité et l'action politique et sociale [10].

9 Les groupements administratifs opérationnels mobiles (qui deviendront très vite GAMO) ont été créés par l'administration régionale du Nord-Viêtnam pour aider les forces opérationnelles et renforcer les moyens des administrations provinciales. Ils ont été utilisés pour la première fois lors de l'opération « Mercure » dans la province du Thaï Binh au mois de mars 1952 [11]. Le « pourrissement » du delta, largement accentué au cours de l'hiver 1951-1952, a posé dans toute son ampleur le problème de la réinstallation de l'administration vietnamienne dans les districts d'où elle avait été évincée. « *Pour rétablir la situation, il fallait séjourner longtemps dans un district avec des forces suffisantes, déraciner les UBKC (comité de résistance du Viêt-minh), les régionaux et les Du Kich (guérilleros de villages) et préparer par un recensement et une reprise en main de la population, la remise en place des conseils de notables et des chefs de village et de canton. Alors que les tâches militaires ont été confiées aux commandants de zones et de groupes mobiles, les tâches de pacification proprement dites ont été réservées strictement aux Vietnamiens : ce sont les GAMO qui en sont initialement chargés.* » [12]

10 Les GAMO ont pour mission : d'une part d'instaurer l'ordre et la sécurité par la réimplantation de l'administration communale et cantonale et d'autre part de venir en aide, par des mesures d'assistances appropriées, à la population rurale victime de la guerre. Au regard de leur mission, les GAMO sont des unités ayant un effectif relativement nombreux qui comprend, sous sa forme définitive:

- un chef de groupe du niveau chef de district ;
- 2 ou 3 adjoints (sous-chefs de district) ;
- 100 à 140 Bao Chinh Doan [13] et 6 gradés dont l'officier commandant et leur matériel ;
- 10 agents de sûreté nationale ;
- 2 infirmiers ;
- 6 agents de propagande ;
- 2 secrétaires.

11 Le matériel, fourni par l'administration régionale du Nord-Viêtnam ou prêté par les forces terrestres du Nord-Vîêtnam, comporte de l'armement, un camion, trois postes radio et une Jeep [14]. Ces effectifs sont répartis en une section administrative, une section de sécurité, une section sanitaire, une autre d'assistance sociale, une de propagande et d'information et une section de techniciens. « *Selon l'étendue de la zone opérationnelle et la nécessité d'œuvrer dans les meilleurs délais, le GAMO a la possibilité de se subdiviser en sous-GAMO comprenant autant de sous-sections avec les mêmes attributions.* »[15]. Le chef du GAMO est subordonné au chef de province et doit travailler en étroite liaison avec les chefs de district concernés par l'opération.

12 Le GAMO, dans la première phase des opérations, apporte son aide aux troupes opérationnelles en éclairant le commandement militaire sur la situation des villages « traités ». Il lui donne tous les renseignements possibles dont il dispose. Ensuite, il participe au tri des prisonniers et à l'identification des éléments suspects. De plus, il sert d'intermédiaire avec les populations pour les réquisitions de main-d'œuvre et l'examen des doléances.

13 Vis-à-vis des populations déplacées au cours des opérations, il doit apporter tous ses soins aux œuvres d'assistance médicale et d'assistance sociale. Les premières couvrent la distribution de médicaments, les soins aux blessés, les vaccinations, etc. Les secondes s'attèlent à la distribution de nourriture, chaude autant que possible, aux femmes, enfants, vieillards et hommes de moins de 16 ans et plus de 45 ans – les hommes entre ces âges sont soumis au tri et donc nourris par l'armée. Le GAMO entreprend une action de propagande et de contre-propagande vigoureuse par des discours et par la distribution de tracts et d'affiches. Les agents de propagande réfutent les slogans communistes et tendent à raffermir la confiance dans le gouvernement nationaliste dont il sera souligné les succès obtenus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

14 Dans la seconde phase, sur le territoire qui lui est assigné, et tant qu'il n'est pas appelé à participer à une autre opération, le GAMO doit concourir au rétablissement d'une administration normale. Il procède au recensement de la population, à sa redistribution, s'il y a lieu, entre habitants et réfugiés, à l'octroi de secours qui permettent d'attendre la prochaine récolte, à l'établissement de cartes d'identités. Il aide à la réinstallation des autorités cantonales et communales, à celle des services sociaux que sont les infirmeries et les écoles. Il participe à la création des services d'ordre en appuyant la formation des milices d'autodéfense.

15 Le chef du GAMO se doit de maintenir au sein de ses hommes un « esprit d'équipe », il doit faire régner une discipline rigoureuse pour que chacun ait une conduite digne et exemplaire afin d'attirer la sympathie de la population et non d'inspirer la crainte. Les membres des sections sanitaires et d'assistance sociale doivent se montrer particulièrement aimables, car les paysans sont sensibles à la manière dont on s'occupe d'eux. En ce qui concerne le rétablissement des autorités, le chef du GAMO doit éviter autant que possible les désignations arbitraires et faire participer largement la population au choix de ses dirigeants, le tout servant de témoignage de la « *bienveillante sollicitude du gouvernement de SM Bao Daï* » [16].

16 Les premières impressions sur l'utilisation des GAMO sont positives, le principe est jugé bon. Ils reçoivent bon accueil des commandants de groupes mobiles, des chefs de province intéressés et des populations. Ils matérialisent la participation de l'administration vietnamienne aux opérations. Dans le courant de l'été 1952 (le 19 août), cinq GAMO sont opérationnels dans le delta.

17 Mais très vite, les critiques apparaissent ; il est reproché aux GAMO, leur encadrement insuffisant, la qualité de leur personnel ; la direction des GAMO de Hanoï refuse d'admettre sa subordination aux chefs de province ; les officiers de Bao Chinh Doan n'acceptent pas d'être aux ordres de « civils » bien qu'eux-mêmes le soient ; le côté « publicitaire » de la propagande est dénoncé. Le colonel Riner, chef du bureau régional de Hanoï pour la liaison et la pacification, dans son bilan des opérations des GAMO se montre extrêmement critique. Il considère que « *l'effectif des diverses sections qui composent le GAMO n'est pas proportionné au travail dévolu* ». Les deux sections qu'il juge vraiment

intéressantes, la sûreté politique et la propagande ainsi que l'assistance médicale, voient la qualité de leurs agents sacrifiée à la quantité. Pour lui, l'utilité de la section sociale est contestable car elle dispose de moyens trop limités, l'aide devant se borner aux produits de strictes nécessités : le riz quand il est distribué en quantité suffisante (ce qui n'est pas toujours le cas), les nattes, tissus et couvertures pour les enfants en bas âge. Par contre, les boîtes de conserves sont à éviter car elles font l'objet de reventes clandestines dont le Viêt-minh bénéficie. La critique est vive à l'encontre des BCP (bataillons coloniaux de parachutistes) : » *mauvais encadrement, manque d'activité, esprit de "bouton" qui les tient à l'écart des sections civiles* » ; de plus leurs effectifs sont à renforcer. Les cadres civils sont recrutés à l'estime par le directeur des GAMO, ils n'ont pas la formation suffisante au niveau politique et administratif, et très souvent, ils ignorent systématiquement les chefs de district, ils refusent leurs conseils d'où des frictions et parfois même de solides rancœurs. L'unité et l'esprit d'équipe n'existent pas dans les GAMO et les liaisons entre groupements qui peuvent travailler dans le même district sont inexistantes. Riner, à ce constat, ajoute des critiques sur le matériel qui est « *très insuffisant, parfois inexistant* » : armement trop léger, absence de moyens de transport (d'où des lenteurs et des retards dans les liaisons, des difficultés d'approvisionnement et de ravitaillement qui ont pour résultat de faire vivre les GAMO sur le pays dont ils épuisent les ressources), manque de moyens de transmissions (deux postes en état de marche et deux opérateurs, le problème survient quand le GAMO se scinde) ; seuls les GAMO 1 et 2 ont des toiles de tentes, et fin juillet, ils n'ont pas encore perçu leur solde. Des unités, pour leurs dépenses de nourriture, émettent des « bons » dans les villages où ils se déplacent. S'ils sont acceptés, ce qui est positif, ils déconsidèrent aux yeux de la population, un régime qui ne paie pas ses fonctionnaires et ses agents [17].

18 Au niveau du haut commandement, les premiers avis sont extrêmement favorables. Dans une lettre adressée au gouverneur du Nord-Viêtnam en octobre 1952, le général de Linarès en fait montre : » *J'ai été très heureux de constater chez les diverses autorités militaires ayant été en rapport direct avec les GAMO, la satisfaction qu'elles ont éprouvée depuis quelques temps dans leur coopération avec ces organismes si importants de l'administration du Nord-Viêtnam,* (...)*, les bilans d'action des GAMO font d'ailleurs clairement ressortir les défaites qu'ils ne cessent d'infliger aux rebelles sur les plans moral, social, politique dans les villages récemment libérés* (...). » [18]

19 Les bilans présentés pour la période du 28 juin au 1er octobre sont en effet impressionnants : 114 villages fouillés par les cinq GAMO, 90 700 personnes recensées, 10 000 ralliements, 527 Viêt-minh arrêtés, 67 000 tracts distribués, 443 conférences tenues, 97 616 vaccinations anticholériques et antivarioliques, plus 43 571 soins et traitements. La distribution de dizaines de tonnes de riz et de sel, l'organisation d'écoles, la distribution de fournitures scolaires, la construction de paillotes, l'installation de halls d'informations, la formation de corps de propagande, la tenue d'élection, etc. [19] Ces actions finissent par intéresser le Viêt-minh : » *Les GAMO constituent une forme politique très efficace créée par les fantoches pour servir la pacification menée par les pirates français et tromper les pacifistes, les mécontents* (...) » [20]. Cette citation extraite d'un communiqué du Viêt-minh est jointe à la réponse du général de Linarès au gouverneur du Nord-Viêtnam qui l'interrogeait, le 4 décembre 1952, sur l'utilité des GAMO. Pour tout commentaire à cette phrase, le général ajoute seulement : » *Il m'apparaît que l'opinion de l'adversaire est un facteur important dans le jugement que l'on doit porter sur le principe même des GAMO.* » Il ne donne pas son avis personnel à Nguyên Huu Tri, alors qu'une communication du 24 novembre 1952

du colonel Riner, spécialiste de la pacification, lui a précisé que depuis octobre et le départ des unités de protection, il y a une perte de rendement « *au point qu'à l'heure actuelle, ils ne sont plus d'aucune utilité. Les GAMO sont même devenus (dans leur forme actuelle) une gêne pour le commandement. Dans cette ambiance, les GAMO n'ont plus d'intérêt et je suis personnellement très favorable à la suppression de ces organismes sous leur forme actuelle... Mais le principe est à maintenir... Le travail de pacification est un succès seulement s'il y a un contact. Les autorités provinciales doivent disposer d'un personnel volontaire, connaissant le mode de vie paysan, techniquement capable de contrebattre la présence Viêt-minh dans les campagnes par sa propre présence. Or les GAMO sont mal outillés* » [21]. Voilà un officier qui ne pratique pas la langue de bois ! D'autant plus qu'il s'appuie sur son rapport du 25 juillet, ce dernier ayant été repris par le haut-commissaire de France dans une lettre au gouverneur le 4 octobre 1952.

20 En aucun cas, le principe des GAMO n'est remis en cause, seules les modalités le sont. Le Viêt-minh a bien vu, lui aussi, les dissensions qui troublent cet appareil : » *Il y a aussi des désaccords entre le GAMO et les autorités régionales au point de vue pouvoir.* » [22]

21 Le 15 décembre 1952, la réorganisation est effective. La nature civile et administrative, sous la dépendance du gouverneur (et subordonnée aux chefs de province, de qui les groupements reçoivent ordres et instructions) est réaffirmée. Le personnel est épuré, l'autorité du chef du GAMO sur les Bao Chinh Doan est confirmée. Le problème des soldes est résolu : le personnel, hors garde nationale, est rattaché au service du personnel de l'administration régionale et le mandatement est effectué par l'agent de paiement de la province sur le territoire duquel opère le GAMO. La direction des GAMO est supprimée et une inspection des GAMO, instituée. L'inspecteur établit la liaison avec les chefs de province et les autorités militaires, il rend compte au gouverneur et surtout contrôle la valeur du personnel, notamment civil. Il a le pouvoir, éventuellement, de licencier les éléments incompétents ou inaptes [23].

22 À partir de cette date, les GAMO ne seront plus modifiés, ils ont atteint en quelque sorte l'âge adulte. C'est un appareil qui a laissé un grand souvenir à P. Sergent : après une opération de « nettoyage » dans le delta, le BEP (bataillon étranger de parachutistes) « *regrette de quitter une région où il avait vu s'accomplir tant de travail intelligent, humain, et somme toute efficace (...) une lueur d'espoir dans un ciel bien sombre* »[24]. Le GAMO acquiert ses lettres de noblesse dans la guerre psychologique : » *Puisque cette guerre menée par les communistes est une guerre du peuple, le GAMO doit continuer son œuvre de pacification profonde en obtenant que le peuple se soulève de lui-même contre ses ennemis. En dehors de cela, toute opération, toute paperasse et toute décision deviennent inutiles.* »[25] Le GAMO 1 qui avait participé, à titre d'expérience, à l'opération « Mercure » de mars 1952 a fait des émules, et en 1954, ils sont quinze à sillonner le delta du Tonkin. Leur succès est tel que l'idée sera reprise au Centre Viêt-nam.

23 Bien entendu, la réorganisation ne résout pas tous les problèmes. Les commandants de secteur sont toujours sollicités pour venir en aide aux GAMO sur leur territoire ; ils leur apportent, dans toute la mesure du possible, une aide matérielle, notamment par le prêt d'armes individuelles : pistolets automatiques, pistolets mitrailleurs, grenades et appareils radio [26]. De même, la chasse aux mauvais éléments ne cesse pas. Mais il faut avouer qu'avec cette expérience originale, une parade à l'influence Viêt-minh a été trouvée. La vitesse de réaction ajoutée à la qualité croissante du personnel, auxquels éléments s'adjoint la volonté de changer les choses, tel est le calcul qui permet au

gouvernement baodaïste et aux troupes de l'Union française de, sinon « *gagner les cœurs* », du moins d'obtenir une certaine neutralité.

Les bataillons légers, troupes d'élites de la jeune armée vietnamienne

24 Le groupement administratif mobile opérationnel n'est pas le seul produit issu de l'imagination des autorités tonkinoises. Le bataillon de commandos ou bataillon « 500 » ou encore bataillon léger, les Tieu Doan Kinh Quan (TDKQ : bataillon d'infanterie légère vietnamien) apporte lui aussi sa pierre à l'édifice. L'idée en revient au général Hinh, chef d'état-major des forces armées vietnamiennes : » *ce serait l'unité qui convient le mieux pour le combat actuel* ». Il a pour mission l'achèvement de la « pacification » ou la reprise d'opérations de « pacification » dans des régions d'implantation Viêt-minh anciennes et où la situation militaire serait telle qu'un bataillon isolé ne risquerait pas l'anéantissement. Chaque bataillon doit opérer sur « un terrain de chasse » qu'il doit connaître le mieux possible [27].

25 Ces bataillons sont créés le 24 février 1953 par le haut comité franco-vietnamien (contre l'avis du ministre de la Défense nationale, Nguyên Van Tri) [28]. Il doit être formé de 54 bataillons de ce type, utilisables dès octobre 1953 et 54 autres sont prévus pour 1954-1955. Ils se distinguent nettement des forces de police, par leur armement qui comprend des armes lourdes et par l'utilisation d'une tactique particulière : la fluidité des formations, leur « ubiquité », leur omniprésence sur le plan politique. Ils cherchent l'imprégnation de la population grâce à des ramifications multiples (guérilleros, agents politiques, agents de propagande et de renseignements). Nous retrouvons la conception Viêt-minh de la guerre « politico-militaire » avec des unités qui répondent à ce critère.

26 Les bataillons légers sont l'intermédiaire entre les forces militaires d'assainissement et les forces civiles de « pacification ». Grâce à leur armement, ils peuvent se battre à armes égales contre des unités Viêt-minh régionales et ils peuvent tout aussi bien lier leur action à celle des forces de police à mesure que ces dernières sont mises en place.

27 Cette unité est placée, à la différence des autres structures de « pacification » vietnamienne, sous commandement militaire, bien que sa finalité soit politique. Ces hommes doivent avoir une parfaite connaissance de la population, avoir des affinités avec elle pour que le contact humain pallie l'insuffisance d'une doctrine nationale moins séduisante pour la population que la doctrine communiste. De la circulation constante des TDKQ doit découler une popularité accrue du gouvernement national.

28 En opération, le commandant du bataillon recevra, comme adjoint, le chef du district dans lequel il opère, personnalité qui acquerra la qualité de commissaire politique. Par son intermédiaire, seront éventuellement actionnés les BCP et la sûreté, les milices, les différents organismes d'information et de propagande. Le cadre est spécifiquement vietnamien et la subordination à un chef français n'est admise qu'à l'échelon le plus élevé.

29 Pour le ministre résident, la création des bataillons légers de commandos, « (*...) marque le développement de l'effort de guerre du Viêt-minh et affirme sa volonté de tout mettre en œuvre pour que le pays entre plus résolument dans la guerre* (...) » [29].

30 Ils doivent connaître intimement les populations qu'ils vont sillonner et tout doit être fait pour que leur conduite serve d'exemple. Ils ont pour devoir de se faire aimer du peuple

comme le montre l'un de leur slogan : » *Une guitare dans la main, une mitraillette dans l'autre.* » [30] La population est le souci majeur des TDKQ. « *Il ne suffira pas de dire que nous sommes les plus forts, il faudra le prouver aux Viêt-minh comme aux paysans. Pour ces derniers, en ce moment et en ce qui les concerne personnellement, nous sommes, dans bien des régions et des zones occupées, les moins forts, indubitablement. Ils aboutissent à cette constatation en supputant, d'après le sort d'autrui, les chances qu'ils auraient d'être tués, si le Viêt-minh le voulait, et celle, dans cette hypothèse, d'être protégés...* » [31].

31 Tout est là, voilà l'enjeu du conflit dans le delta : le degré de ralliement dépend étroitement du niveau de protection dont peuvent bénéficier les populations. Tout ce qui a été entrepris, les postes ou les milices, abondait en ce sens. Les bataillons légers n'en sont que le dernier avatar, et sans doute le plus puissant. Mais voilà, si les autorités vietnamiennes pensaient trouver là une solution au problème de la « pacification », le Viêt-minh a, lui, senti le danger que représentait une telle unité et surtout après les premiers succès des TDKQ dans la province de Bui Chu (opération « Tarentaise ») quand celle-ci est passée sous commandement vietnamien le 1er septembre 1953. Le Viêt-minh s'acharne sur les premières formations installées ; il lui faut les écraser tout de suite pour qu'elles perdent la face devant la population et les autres militaires. C'est pourquoi deux régiments, parmi les plus aguerris dont dispose le général Giap (les TD 46 et TD 50), eurent pour mission d'écraser les nouvelles unités vietnamiennes disposées dans la province. Le bilan fut des plus lourds ; en effet, sept TDKQ volèrent en éclats et il fallut deux groupes mobiles pour dégager la zone [32].

32 Les bataillons sont jugés « *inaptes à s'engager isolément* » ; ils ne peuvent se substituer aux bataillons réguliers, ce qui fut tenté dans le Bui Chu. Leur mission est moins de s'appliquer à la sécurité du territoire, conçue sous une forme classique (garnisons de points forts, sécurité des communes) qu'à la pénétration profonde en dehors des axes, afin d'éliminer les éléments hostiles et « gagner le cœur » de la population [33]. Comme ils ne peuvent accomplir les deux missions à la fois, il faut maintenir une armature de bataillons réguliers.

33 C'est un échec, « *l'expérience des bataillons TDKQ apparaît actuellement comme une faillite, tout le monde est à peu près d'accord sur ce point, sauf le général Hinh. Le problème de ces bataillons n'est d'ailleurs qu'un élément de l'ensemble du problème de l'armée vietnamienne, qui est à reprendre complètement* » [34].

34 L'inefficacité des TDKQ ne relève donc pas seulement de dysfonctionnements internes tels que la médiocrité de l'encadrement qui est trop jeune et inexpérimenté. Il faut voir plus loin : l'échec relève plus de l'esprit de l'armée vietnamienne, qui à tous ses échelons, n'a pas en tête la volonté de « l'effort de guerre ».

35 Les bataillons légers de commandos, dans leur essence, relèvent, eux aussi, de la guerre psychologique mais à la différence des GAMO, ils n'ont pas su repartir d'un nouveau pas. L'erreur ne provient pas de l'idée qui a conduit à leur création, celle-ci faisant suite aux idées qui sont à l'origine des milices régionales mobiles et des GAMO (la mobilité, la fluidité, le passage à des formations politico-militaires, concepts totalement copiés sur les unités du Viêt-minh : Du Kich ou régionaux), mais il faut plutôt la situer dans le calendrier et dans la personnalité des acteurs vietnamiens.

36 Le bilan est mitigé. Les GAMO vont connaître un succès certain alors que les bataillons légers vont devoir être revus pour devenir réellement efficaces dans leur lutte contre l'adversaire. L'année 1952 marque une rupture dans la guerre d'Indochine. Les autorités

françaises et vietnamiennes apprennent les leçons que leur assène, parfois durement, le Viêt-minh. La « pacification » se ressent de ce changement de forme. Le concept des GAMO comme celui des bataillons légers ou encore des milices régionales d'autodéfense s'inspire largement du Viêt-minh.

37 Nous assistons, à un double mouvement d'acculturation. Le corps expéditionnaire adopte et adapte les méthodes de combat de son adversaire pour rallier les populations stratégiques du delta. Dans le même temps, le général Giap poursuit la construction d'un outil militaire calqué de plus en plus sur les normes occidentales. À ce jeu, le Viêt-minh sera le plus rapide : c'est lors de la bataille la plus « classique » de toute la guerre que Giap portera le coup mortel qui sonnera le glas de la présence française en Indochine.

NOTES

1. Le Page (J.-M.), « Le quotidien de la pacification au Tonkin, les milices d'autodéfense (1952-1954) », Revue historique des armées, no 1/2003, p. 34-42.

2. Viêt-minh : abréviation pour Viêtnam Doc-Lap Dong-Minh, ligue pour l'indépendance du Viêtnam, mouvement créé et dirigé par Ho Chi Minh en 1941.

3. SALAN (Raoul), *Mémoires, fin d'un empire*, Paris, Presses de la Cité, 1971, p. 307.

4. NAVARRE (H.), *Agonie de l'Indochine*, Paris, Plon, 1956, p. 46.

5. Le général de Lattre parle du « mystère des cartes d'EM colorées selon le degré d'infiltration du Viêt-minh : en rose "la rubéole" ; en rouge ordinaire "la rougeole" ; en rouge écarlate "la scarlatine" ». Ne pas subir, Paris, 1984, p. 461.

6. GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 1992, p. 449.

7. SALAN (R.), *op.cit.,* p. 306.

8. GRAS, *op.cit.*, p. 456.

9. SHD/DAT, 10 H 2 762, 25 juin 1952, note d'orientation n° 688/ZN/3S, sur les opérations de pacification à mener dans le delta.

10. SHD/DAT, 10 H 2 251, 9 juin 1952, aspects militaires de la pacification du delta.

11. Arrêté de création le 26 mars 1952, signé par Nguyên Van Tam sur proposition de Dinh Khac Giao (ex. directeur du service économique du Lien Ku 3 rallié), de Pham Van Dinh et du colonel Baistoch (commandant du secteur de Ke Sat).

12. SHD/DAT, 10 H 2 763, note n° 448/B5 pour information concernant l'action des GAMO et ses résultats.

13. Il s'agit de la garde nationale vietnamienne.

14. SHD/DAT, 10 H 2 763, 15 décembre 1952, instruction sur la réorganisation et le fonctionnement des GAMO.

15. SHD/DAT, 10 H 2 764, 8 août 1952, instruction sur l'organisation et le fonctionnement des GAMO.

16. SHD/DAT, 10 H 2 762, 17 avril 1952, note sur l'organisation et le fonctionnement des GAMO ; 10 H 2 763, 8 août 1952, 15 décembre 1952.

17. SHD/DAT, 10 H 2 763, 25 juillet 1952, fiche n° 263/ZN/B5, du colonel Riner.

18. SHD/DAT, 10 H 2 763, 11 octobre 1952, lettre n° 406/B5, du général de Linarès commandant des FTNV (forces terrestres du Nord-Viêtnam) au gouverneur du NVN (Nord-Viêtnam).

19. SHD/DAT, 10 H 2 763, 21 octobre 1952.
20. SHD/DAT, 10 H 2 763, 9 octobre 1952, Parti ouvrier vietnamien pour le district de Dong Trieu. Enquête sur les activités des GAMO.
21. SHD/DAT, 10 H 2 763, 24 novembre 1952, fiche n° 401/ZN/B5, au sujet de l'utilisation des GAMO dans la zone de pacification.
22. SHD/DAT, 10 H 2 763, 12 décembre 1952, rapport du Parti ouvrier vietnamien du LK3 au sujet des GAMO.
23. SHD/DAT, 10 H 2 763, 15 décembre 1952, *op.cit.*
24. SERGENT (P.), *Para-Légion, le 2e BEP en Indochine*, Paris, Presses de la Cité, 1982, p. 117.
25. SHD/DAT, 10 H 2 897, 8 mars 1954, départ du GAMO 15, *cf.* annexe n° 18.
26. SHD/DAT, 10 H 2 853, 7 juin 1953, note de service n° 5 865/3, sur l'aide aux GAMO.
27. SHD/DAT, 10 H 2 251, 12 mars 1653, mission et condition d'emploi des bataillons de commandos.
28. GRAS, *op.cit.,* p. 490.
29. SHD/DAT, 10 H 2 765, 23 avril 1953, étude sur l'emploi des futurs bataillons vietnamiens, dits de « commandos ».
30. FALL (B.), Indochine 1946-1962.Chronique d'une guerre révolutionnaire, Paris, Robert Laffont, p. 180.
31. SHD/DAT, 10 H 2 251, 13 avril 1953, AS de la notice d'emploi des bataillons de la série « 500 ».
32. GRAS, *op.cit.,* p. 517.
33. SHD/DAT, 10 H 2 251, 24 octobre 1953, étude sur l'utilisation des TDKQ pour la mise sur pied du corps de bataille.
34. SHD/DAT, 10 H 781, PV de la séance n° 6 du 23 avril 1954 du haut comité franco-vietnamien.

RÉSUMÉS

La France en Indochine doit faire face à un conflit d'un nouveau type. Devant un adversaire qui joint le politique au militaire et qui se donne pour objectif de maîtriser les populations, les états-majors des forces françaises doivent trouver de nouvelles « recettes » pour assurer la pacification des territoires qu'ils cherchent à contrôler. Le Tonkin peut apparaître comme un laboratoire car cette région est l'enjeu d'une lutte impitoyable. Les méthodes du passé ne sont plus d'aucune efficacité sur un territoire où le Viêt-minh mène des opérations de plus en plus offensives. L'EMIFT et le gouvernement vietnamien mettent en place de nouveaux dispositifs. Les groupements administratifs mobiles opérationnels (GAMO) doivent permettre le rétablissement rapide de l'administration vietnamienne. Les bataillons légers sont conçus à l'image des troupes régionales de l'adversaire. Les TDKQ doivent permettre au commandement français de s'affranchir des missions de pacification et donner à l'armée nationaliste un outil efficace de lutte contre les infiltrations du Viêt-minh. Ces solutions, malgré un succès réel des GAMO, arrivent trop tard pour permettre un retournement favorable de la situation politique au Tonkin. Toutefois, ils auront eu le mérite de montrer que l'armée française a été capable de s'adapter. La solution n'était pas dans la réutilisation d'anciennes méthodes de pacification, mais plutôt dans une sorte d'acculturation, pour laquelle l'armée française s'est inspirée très largement de son adversaire.

Pacification in Indochina. In Indochina France had to face a new type of conflict. Confronting an enemy who melded together political and military strategies, and whose objective it had set itself was the mastery of the local populations, the staffs of the French forces had to find new "recipes" to pacify the territories they sought to control. Tonkin can be regarded as a test-bed, for the stakes in this region brought about a merciless struggle. The methods of the past proved totally ineffective in a territory where the Vietminh staged operations of an ever more offensive kind. The EMIFT and Vietnamese government set up new deployments. The GAMO's (Mobile Administrative Operational Groups) were designed to enable the rapid restoration of Vietnamese administration. Light battalions were formed as mirror-images of the Vietminh regional forces. The TDKQ's were to permit the command to free up French forces from pacification missions and give the nationalist army an effective tool against Vietminh infiltrations. These solutions, despite a real measure of success for the GAMO's, were too late to permit the political situation in Tonkin to be turned in favour of France. They had the merit, nonetheless, of demonstrating that the French army was able to adapt. The answers did not lie in re-warming old approaches to pacification, but in a kind of cultural assimilation in which the French army drew inspiration very largely from its adversary.

INDEX

Mots-clés : Tonkin, Indochine, pacification

AUTEUR

JEAN-MARC LE PAGE

Professeur certifié d'histoire géographie, il est doctorant à l'IEP de Paris et travaille sur *Les services de renseignements français pendant la guerre d'Indochine (1946-1954),* sous la direction du professeur Maurice Vaïsse.